

*Initiatives ministérielles*

**M. de Jong:** Je m'excuse auprès du député et le félicite pour sa brillante contribution au bon fonctionnement de la Chambre.

Le fait est qu'en 1971, les Weston et les Bronfman ont dit qu'on les avait autorisés à reporter jusqu'à 18 milliards de dollars d'impôt. Le report expire en 1993. Vingt-et-un ans se sont écoulés.

Enfin, ces gens qui ont le plus profité du financement des déficits et de l'augmentation des richesses dans les années 70 et 80, dont les tours d'habitation situées dans le centre ville de Toronto ne valent plus 10 millions chacune, mais bien 30, 50 ou 60 millions de dollars, ces amis, les conservateurs veulent maintenant les autoriser à reporter le paiement de leur impôt jusqu'au décès du dernier d'entre eux à avoir placé sa fortune en fiducie.

Ces gens participent-ils à la lutte contre le déficit? Que font concrètement les Weston et les Bronfman à cet égard?

Rien. Et ce ne sont pas les libéraux qui vont y changer quoi ce soit, car ils ont créé ce problème en 1971, ni les conservateurs, qui ne font que le perpétuer.

Un cheval des écuries de M. Weston bénéficie de plus de déductions et d'échappatoires fiscales qu'une personne âgée, une veuve ou un enfant pauvre. Telle est l'obscénité dont nous parlons aujourd'hui en cette fin de session, avant Noël.

Ce ne sont pas les bénéficiaires de l'aide sociale qui sont la cause du déficit. Je trouve émouvant d'entendre les libéraux se porter à la défense des pauvres. Ils ont leur part de responsabilité dans tout cela.

Ça n'a guère de sens du point de vue économique que de ponctionner les pauvres en temps de difficultés économiques. Ça n'a pas de sens du point de vue économique. C'est en quelque sorte une approche keynésienne inversée à laquelle recourt le gouvernement.

En période d'expansion économique, il réduit les impôts et, en période de récession, il crée la TPS et d'autres formes d'imposition. En période de prospérité, il augmente les dépenses de l'État et, en période de récession, il les réduit.

Voilà une bien singulière et stupide application de la science économique. Avec le projet de loi dont nous sommes saisis aujourd'hui. . .

**Le président suppléant (M. DeBlois):** À l'ordre, s'il vous plaît. Le temps du député est maintenant écoulé.

**Mme Marlene Catterall (Ottawa-Ouest):** Monsieur le Président, hier, le premier ministre a ratifié la Convention des droits de l'enfance des Nations Unies.

Et pourtant, nous sommes saisis aujourd'hui d'un projet de loi qui est lié plus étroitement que tout autre à l'aggravation du problème de la pauvreté dont sont victimes les enfants au Canada.

Aucun doute là-dessus, quand le gouvernement revient sur son engagement relatif au partage des coûts des programmes et des services sociaux, c'est la population canadienne, les enfants surtout, qui en fait les frais.

Il y a un rapport qui est paru très récemment en Ontario. Il s'agit du rapport *Transitions* dont l'objectif a été fixé il y a trois ou quatre ans sous le gouvernement libéral. Ses recommandations n'ont guère été mises en oeuvre par le gouvernement néo-démocrate de l'Ontario.

Ses principales recommandations visaient l'établissement d'un système de services sociaux qui permettrait aux gens de se sortir de la pauvreté plutôt que de les y emprisonner. Les recommandations de ce rapport semblaient dire essentiellement que nous devons centrer notre attention sur les enfants. Nous devrions assurer un revenu familial suffisant pour que les enfants aient les soins, le logement, les vêtements et l'alimentation qui conviennent. Cela signifie qu'ils pourraient aussi étudier. Leurs perspectives d'avenir seraient meilleures, ce qui les encouragerait à rester à l'école. Ils seraient aussi en meilleure santé et coûteraient donc moins cher au système de soins de santé de notre pays.

Ce projet de loi dont nous sommes saisis dit que le gouvernement fédéral ne veut plus payer sa part pour combler les besoins des enfants. Il fixe donc une limite arbitraire qu'il ne dépassera pas, quel que soit le nombre d'enfants dans le besoin ou l'urgence de ce besoin.

Ce n'est pas dans ce genre de Canada que j'ai élevé mes enfants. Ce n'est pas non plus le genre de Canada que je désire pour leurs enfants, un pays où les plus pauvres de la société assument le fardeau de toutes les erreurs économiques du gouvernement et des riches.

C'est le gouvernement qui crée la conjoncture économique et il n'a pas le droit de décider que les plus pauvres et les plus faibles vont porter le poids de ses erreurs.

Si l'on doute le moindrement que ce soient eux qui en portent le poids, il n'y a qu'à regarder quels services seront amputés: les soins dentaires pour les assistés sociaux, les services essentiels à la vie quotidienne pour les personnes handicapées, les foyers d'accueil pour enfants victimes de violence, les refuges pour les femmes victimes de violence et pour leurs enfants ainsi que la subvention des frais de garde d'enfants pour les familles à faible revenu afin que les parents puissent travailler.